



**PIA**  
PLATEFORME INDUSTRIELLE QUADRIPOLÉ  
— TOGO —

Une zone industrielle de pointe, au service de l'industrialisation togolaise



www.pia-togo.com

# LA NOUVELLE TRIBUNE

Hebdomadaire togolais d'investigation, d'analyses, et de publicité

N° 345 du jeudi 27 juin 2024 / Prix : 250 F CFA

COMPAGNIE ENERGIE ÉLECTRIQUE DU TOGO

P. 3

# Opération Cash Power en cours...



## TOUS À L'ÉCOLE

Le prêt pour payer l'école de vos enfants



jusqu'à **5** mois de salaire\*

Réponse en **24H**\*\*

Remboursable sur **11** mois maximum

\*Prêt soumis à conditions  
\*\*Payé par virement bancaire, 24h pour les demandes de prêt

**40** ans BANK OF AFRICA  
BICE GROUP

www.bootogo.com

P. 5

OFFICE TOGOLAIS  
DES RECETTES

### Test écrit pour le recrutement des chauffeurs le 06 juillet

## NATIONAL

P. 4

### BOA-Togo finance le secteur agricole



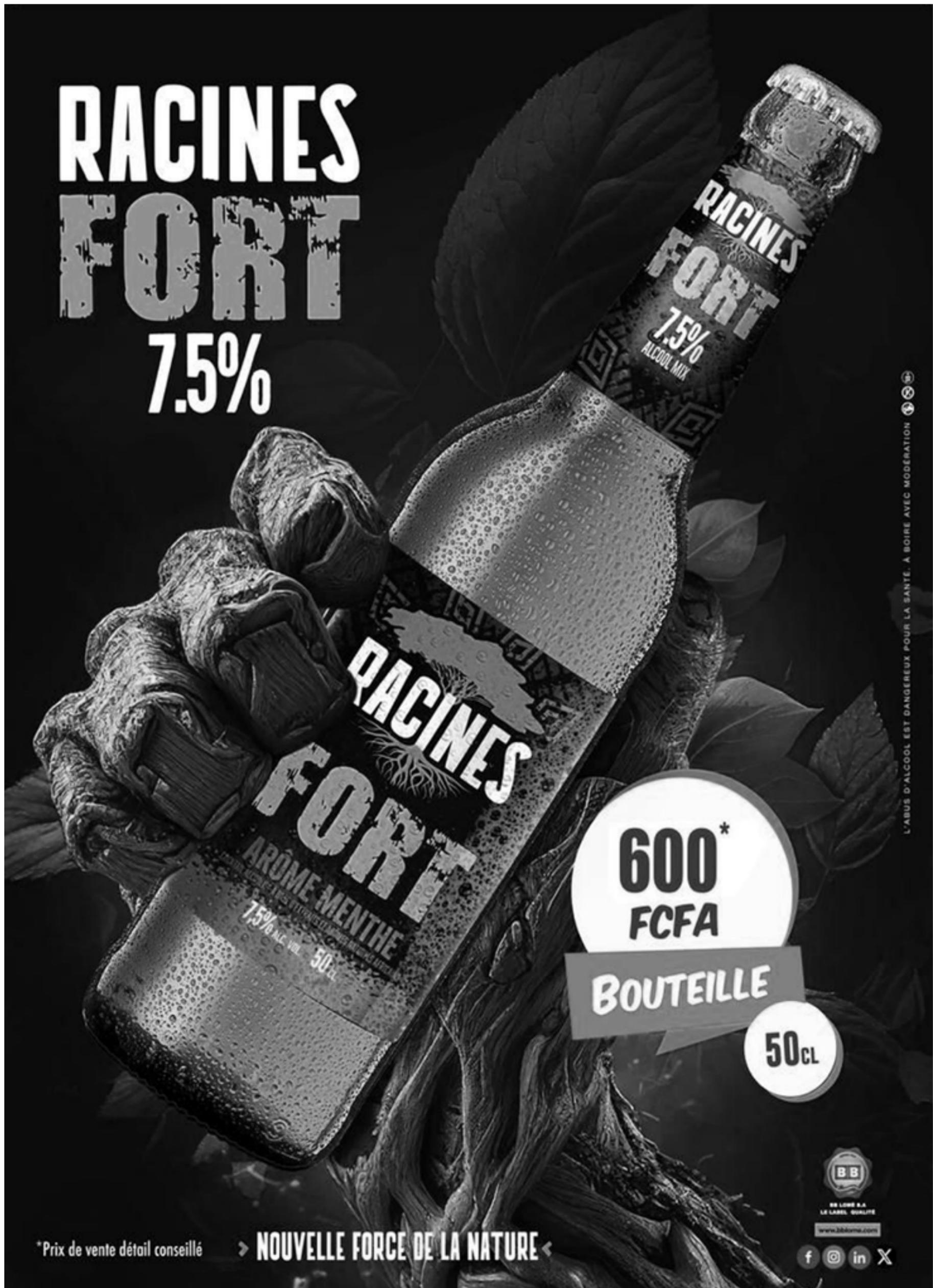
## DMA INVEST

P. 4

### PIA soutient les investissements au Togo



# RACINES FORT 7.5%



L'ABUS D'ALCOOL EST DANGEREUX POUR LA SANTE. A BOIRE AVEC MODERATION

\*Prix de vente détail conseillé

> NOUVELLE FORCE DE LA NATURE <



## COMPAGNIE ENERGIE ÉLECTRIQUE DU TOGO

## Opération Cash Power en cours...

La Compagnie Energie Electrique du Togo (CEET) démarre le projet de mise à jour des compteurs à prépaiement. Cette opération a pour but de permettre aux compteurs de continuer de fonctionner normalement au-delà du 24 novembre 2024, conformément aux exigences de la norme STS.

Nicolas EDORH

L'opération a débuté hier mercredi 26 juin 2024 avec les agents de la CEET qui ont des compteurs prépayés à domicile. « Avant d'effectuer la mise à jour de votre compteur, assurez-vous que les anciens tickets ou codes d'achats de crédits d'électricité non encore utilisés sont saisis avant l'opération de mise à jour du compteur pour éviter de les perdre, car ils ne seront plus acceptés après », informe la CEET dans une note signée

par la direction générale et publiée à cet effet.

#### La procédure de mise à jour d'un compteur prépayé

Pour mettre à jour son compteur prépayé, l'agent doit acheter au minimum 150 FCFA de crédit de rechargement dans l'une des agences CEET ou auprès des partenaires Togocom (par T-Money), Moov Africa Togo (par Flooz), la Poste



(par e-Poste) et Coris Bank International Togo (par Coris Money).

Cet achat va générer trois codes de vingt chiffres qui devront impérativement être saisis dans l'ordre sur le compteur. « Pour ce faire, les trois étapes suivantes sont à suivre : saisir le code N°1 puis valider par Entrer ; saisir

le code N°2 puis valider par Entrer. Le message ACCEPT ou GOOD ou CONNECT va s'afficher sur le compteur », renseigne la CEET qui précise par ailleurs que les saisies des codes 1 et 2 devront se faire en deux minutes chrono, avant de saisir le code N°3 puis valider par « Entrer ». Le compteur affichera le nombre de kilowattheures (kWh) correspondant au montant acheté.

#### Important

« Lorsque vous achetez du crédit de rechargement et que vous n'obtenez qu'un seul code (achat de crédit), au lieu de trois, ne vous inquiétez pas. Votre compteur n'est pas encore prêt à être mis à jour. Chargez le code et le compteur

continuera de fonctionner. Un technicien de la CEET passera pour des analyses. Cette opération de mise à jour est totalement gratuite pour le client. Elle se fera une seule fois et elle n'impactera ni le fonctionnement des compteurs, ni la consommation du client. La fin de l'opération de mise à jour des compteurs à prépaiement est fixée impérativement le 31 octobre 2024 », fait savoir la CEET.

La société indique que des agents d'accueil dans les agences sont disponibles pour toute assistance et demande aux clients de visiter son site web [www.ceet.tg](http://www.ceet.tg) ou de contacter le numéro vert du Centre d'Information et de Services au 8228.

## JOURNÉE DES TITRES SOUVERAINS 2024

## UMOA-Titres veut redynamiser le marché financier

Le Togo a accueilli hier mercredi 26 juin 2024, la 2ème édition de la journée d'échanges sur les Titres Souverains une initiative de UMOA-Titres. Cette rencontre qui a réuni, les institutions communautaires, la commission de l'UEMOA, la BCEAO, l'autorité des marchés financiers et la BOAD ainsi que les structures centrales du marché, la BRVM et le DC/BR et les acteurs que sont l'UEMOA, les sociétés de gestion et d'intermédiation et les spécialistes en valeurs du trésor, etc., a permis d'échanger sur les meilleures manières de dynamiser le marché financier régional, notamment le marché secondaire, et de voir quelles sont les actions et les réflexions qui peuvent être menées pour que les institutions puissent contribuer au dynamisme et au renforcement de ledit marché.

Charles YAO

Au cours de cette rencontre, il a été question d'œuvrer, afin d'élargir la base des investisseurs pour accroître la demande de titres qui permet l'enclenchement d'une rotation de portefeuille donnant de la profondeur au marché. « Il y a l'émission de titres sur le marché primaire.

Maintenant, pour donner un exemple, celui qui achète un titre, à un moment donné, peut vouloir le céder à un autre investisseur. Et la question est de savoir si l'investisseur à qui ça va être cédé, a les ressources pour l'acheter ? Donc, c'est de trouver les mécanismes, aussi bien au niveau réglementaire, au niveau technologique ou en termes d'éducation des investisseurs, comment permettre à ce marché secondaire d'être plus dynamique et de pouvoir participer à l'évolution de notre sous-rechange. L'idée est de

mettre en place des plateformes technologiques permettant de faciliter les échanges, mais aussi l'éducation des investisseurs. Donc, il faut aussi, à travers ce type de journée, sensibiliser, qu'on puisse faire comprendre à tous les acteurs du marché, qu'on soit au même niveau d'information, qu'on soit bien formé pour pouvoir agir et donc participer à dynamiser ce marché-là. », a expliqué Mme Oulimata Ndiaye Diasse, directeur de UMOA-Titres.

Dans le seul but de renforcer le marché financier régional, 7 194 milliards FCFA ont été mobilisés sur la seule année. « La dynamisation du marché secondaire permettra d'aborder l'un des défis majeurs du développement de notre marché financier. Au 13 juin 2024, la capitalisation boursière globale se levait à 18 750 milliards FCFA, en hausse de 2,67 % par rapport à la fin



d'année 2023. Ce niveau reste modeste au regard des besoins de financement de nos Etats. Dans cette dynamique, des mesures devront être prises afin d'accroître la profondeur et la liquidité de notre marché. Ce stress de liquidité du marché secondaire grippe l'ensemble des circuits de financement obligataires puisque les banques commerciales sont les principaux investisseurs du marché primaire », a indiqué Moustapha Ben Barka, vice-président de la BOAD. « Le respect des ratios prudentiels limite les banques dans la souscription d'émissions obligataires essentielles au financement des Etats et donc au développement. Dans notre zone, les banques sont les principaux investisseurs, détenant plus de 80% de l'encours des titres en circulation. Afin de pallier ce manque de dynamisme du marché secondaire, elles sont contraintes de s'approvisionner en liquidité via le guichet de refinancement de la banque centrale. », a-t-il précisé.

#### L'importance de l'éducation financière

« Le marché se nourrit de l'information qui lui est fournie. Pour cela, il faut élaborer des stratégies de communication et de promotion de la zone UEMOA à l'international à travers des non-deals roadshows afin de rencontrer les investisseurs internationaux. Par ailleurs, des démarches en vue de la consolidation et l'élargissement de la base d'investisseurs régionaux devront se poursuivre. Il faudrait également améliorer le service et la qualité de l'information. Ce volet nous interpelle tous en tant qu'acteurs du marché. Il s'agira pour nous de nous inscrire dans une logique d'amélioration continue du service fourni aux investisseurs, tout en veillant à la disponibilité et à la qualité de l'information. L'idée est de rendre attractif notre marché, de diversifier sa base d'investisseurs et de permettre à nos Etats de mettre en œuvre leurs ambitions d'émergence.

Il faut enfin souligner l'importance du renforcement des capacités institutionnelles et réglementaires pour accompagner la croissance et la maturation de notre marché. », a poursuivi Moustapha Ben Barka, vice-président de la BOAD.

Pour les responsables de cette rencontre, il est fondamental de mettre en place des cadres législatifs et réglementaires robustes qui assurent la transparence, la sécurité juridique et la confiance des investisseurs, autant de facteurs clés capables de

drainer et d'attirer des capitaux étrangers et régionaux, développer des mécanismes de surveillance et de contrôle qui soient à la hauteur des standards internationaux. Ces mécanismes permettront de prévenir les risques systémiques et de gérer les crises financières sans perturber l'équilibre du marché financier.

« En outre, l'éducation financière des détenteurs d'épargne revêt une importance toute particulière au niveau de la sous-région. En renforçant la compréhension du marché des titres souverains de l'UE et des opportunités qu'il offre, nous pourrions susciter un intérêt accru et diversifier davantage notre base d'investisseurs. Cela nécessitera bien entendu des campagnes d'information et des séminaires éducatifs organisés à l'échelle régionale. En conclusion, je dirais que l'efficacité de nos efforts collectifs pour dynamiser le marché secondaire et des titres souverains dépendra largement de notre capacité à adopter une approche holistique englobant les réformes réglementaires, l'innovation technologique et l'éducation des investisseurs. », a laissé entendre Moustapha Ben Barka.

UMOA-Titres est l'agence régionale de gestion et de promotion des titres publics de la zone UMOA, première source d'information de ladite zone.

DMA INVEST

# PIA soutient les investissements au Togo

La mission UK Trade Investment Togo, mise en place par DMA Invest, s'est achevée mercredi. La veille, une rencontre a eu lieu sous l'égide du ministère de la Promotion et de l'Investissement du Togo. Il était question de favoriser les investissements dans les économies émergentes. Sponsorisée par la Plateforme Industrielle d'Adétikopé (PIA), cette rencontre a permis de plaider pour des investissements au Togo.

La réunion s'est articulée autour d'une série de tables rondes. Durant la séance d'échanges et de partage entre les différents acteurs du secteur privé et public, le message était clair. Le Togo, grâce à sa position géographique stratégique et ses nombreux atouts, constitue une zone où les investissements répondront aux défis de l'Afrique, notamment dans les domaines agricole, industriel, logistique et de transport.

Après les discours d'ouverture, s'est tenue une table ronde intitulée « Investir au Togo – Opportunités d'Investissements Durables ». L'Agence de Promotion des Investissements (API-ZF) a présenté sa vision globale pour attirer les capitaux internationaux et exposer les projets clés destinés à stimuler la croissance économique et le développement. Cette session a également accueilli deux représentants du secteur



privé pour une conversation dynamique.

Une autre table-ronde sur l'Accès au Financement a ensuite exploré la gamme de produits offerts par UK Export Finance en relation avec le secteur privé. Les

panélistes comprenaient des représentants d'Ecobank, de la Banque d'Investissement et de Développement de la CEDEAO (BIDC) et de la Banque Ouest-Africaine de Développement (BOAD).

Ces institutions régionales

de premier plan sont dédiées au financement des projets et programmes de développement nationaux et régionaux. Conformément à l'agenda, la délégation a effectué une visite sur le terrain des projets gouvernementaux et privés du pays. Cette visite a permis de constater les avancées concrètes et d'identifier de nouvelles opportunités de partenariat et de développement.

Ainsi, la mission UK Trade Investment Togo a non seulement renforcé les relations entre le Togo et le Royaume-Uni mais a également ouvert de nouvelles perspectives d'investissement pour le développement économique du Togo.

INVESTISSEMENT

# BOA-Togo finance le secteur agricole

Bank Of Africa Togo continue d'apporter son soutien à l'agriculture. En fin de semaine dernière, la banque a signé une convention de partenariat avec le ministère de l'Agriculture, de l'Élevage et du Développement Rural, pour financer le secteur agricole.

Nicolas EDORH

En tant qu'institution financière de premier plan dans le paysage bancaire togolais, BOA-Togo joue un rôle crucial dans le soutien au développement économique du pays. Depuis plusieurs années, la banque dirigée par Youssef Ibrahimy s'engage activement à accompagner les petites et moyennes entreprises (PME) en leur offrant des solutions financières adaptées à leurs besoins spécifiques. Ainsi, une enveloppe de 770 milliards FCFA a été allouée par le groupe pour soutenir les PME et le secteur agricole.

Ce fonds vise à encourager l'innovation, à améliorer la productivité et à soutenir les initiatives entrepreneuriales à travers le pays. C'est donc dans la continuité de ses activités que BOA-Togo s'associe au ministère de l'Agriculture, de l'Élevage et du Développement Rural pour apporter son expertise et son soutien financier afin de faciliter l'accès aux équipements et aux ressources nécessaires pour les acteurs

agricoles du Togo.

## Un partenariat qui repose sur un schéma intelligent

Le partenariat entre les deux institutions prend également en compte des formations techniques, des conseils spécialisés et un soutien logistique pour assurer une utilisation optimale des nouvelles technologies agricoles. Il a pour but de financer tous les projets relevant des maillons des chaînes de valeur agricole, notamment la fourniture d'intrants, les prestations de services agricoles, la production, l'irrigation, la mécanisation, la transformation et la commercialisation des produits agricoles. Le montant global des fonds sera alloué sur la base des projets soumis par ou à travers le ministère à BOA-Togo.

« Ce partenariat vise plusieurs objectifs stratégiques. Faciliter l'accès des agriculteurs à des crédits à des conditions avantageuses pour l'acquisition



de machines agricoles modernes, former les agriculteurs à l'utilisation et à l'entretien de ces équipements pour assurer leur durabilité, améliorer les rendements agricoles grâce à une meilleure efficacité et à une gestion optimisée des exploitations, stimuler la création d'emplois dans le secteur agricole et les services connexes, tels que la maintenance des machines, promouvoir des pratiques agricoles durables qui respectent l'environnement tout en augmentant la productivité », a déclaré Youssef Ibrahimy, Directeur Général de BOA-Togo. « Ce partenariat nous permet de mettre à disposition des ressources financières adaptées aux besoins spécifiques

des agriculteurs. Nous avons mis en place des mécanismes de financement innovants et flexibles pour s'assurer que même les petits agriculteurs puissent bénéficier de cette initiative », a-t-il ajouté.

La banque s'engage à accorder des prêts aux acteurs des chaînes de valeur agricole présentés par le ministère de l'Agriculture, après évaluation concluante des dossiers et sous réserve du respect des conditions d'octroi de crédit de BOA-Togo. Le montant des prêts sera fonction des besoins exprimés et validés par les projets des acteurs.

Ce partenariat vise à renforcer les moyens de subsistance

et la résilience des acteurs ruraux, tout en favorisant le développement de chaînes de valeur alimentaires inclusives, efficaces et durables. L'amélioration de l'accès aux services financiers et aux investissements est essentielle pour atteindre cet objectif.

« En unissant nos forces, nous croyons fermement que nous pouvons transformer le secteur agricole togolais, accroître sa compétitivité et garantir une croissance durable. Ce partenariat marque une étape significative dans notre engagement commun pour le développement économique et social du Togo », peut-on lire dans un communiqué de presse publié suite à la signature.

L'objectif ultime de ce partenariat est de faire du Togo un modèle de réussite agricole en Afrique. BOA-Togo soutient que cette convention va transformer le paysage agricole du Togo à travers la modernisation des pratiques agricoles pour non seulement répondre à la demande croissante en produits alimentaires, mais aussi positionner le Togo comme un leader régional dans l'agriculture moderne.

## UMOA / MARCHÉ DES TITRES PUBLICS

# Le Togo réussit un emprunt de 32 milliards FCFA

**Le Togo ouvre le bal des émissions de la semaine avec un emprunt de 32,11 milliards FCFA (49 millions d'euros) obtenu le 24 juin, sur le marché des titres publics de l'UMOA.**

L'opération a consisté en une émission simultanée de Bons assimilables du Trésor (BAT) de maturité 1 an, ainsi que de deux Obligations assimilables du Trésor (OAT) de maturité 3 et 5 ans. L'intervention a recueilli un carnet d'ordres

de 32,11 milliards FCFA, alors que le pays sollicitait au départ 30 milliards FCFA. Le Togo a finalement fait le choix de lever la totalité des soumissions proposées. Le taux de couverture est ressorti à 107,04%.



Dans le détail, le BAT a retenu

26,2 milliards FCFA pour un taux marginal de 7,25% avec un rendement moyen pondéré de 7,66%. L'OAT de maturité de 3 ans a retenu 0,9 milliard FCFA, et 5,29 milliards FCFA pour celui de 5 ans. Les prix marginaux sont respectivement ressortis à 9 501 FCFA et 9 440 FCFA pour des rendements moyens pondérés de 7,92% et 7,84% dans l'ordre.

Il faut noter que les offres retenues proviennent de 5 pays sur les 8 Etats membres de l'Union, à savoir la Côte d'Ivoire (19,63 milliards FCFA), le Sénégal (7,88 milliards FCFA), le Togo (5,03 milliards FCFA), le Burkina Faso (5,29 milliards FCFA) et le Bénin (1,56 milliard FCFA).

## FINANCES

## Le DC/BR présente ses activités

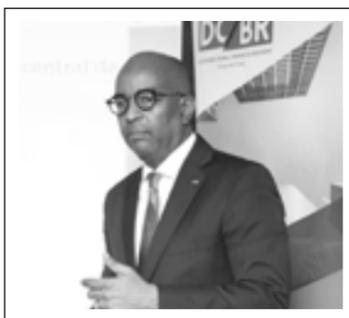
**Birahim Diouf, directeur général du Dépositaire central/Banque de règlement (DC/BR), une institution financière spécialisée de l'Union économique et monétaire ouest africain (UEMOA) a convié, le mardi 25 juin à Lomé, des journalistes à un petit-déjeuner de presse pour faire mieux connaître ses services et mission au public.**

L'objectif de ce petit-déjeuner est d'informer des professionnels des médias du Togo des activités de cette structure financière, sa mission et ses réalisations ainsi que des projets en cours permettant d'assurer la conservation sécurisée des titres financiers. In fine, cette institution financière créée en 1996 dont les activités ont démarré le 16 septembre 1998 entend s'ouvrir au grand public.

Le Directeur Général a affirmé que son institution financière assure la centralisation de la conservation des valeurs mobilières pour ses adhérents, la bonne fin des opérations de règlement/livraison à la suite

des transactions boursières ainsi que le paiement des événements sur valeurs. Le DC/BR contribue, dit-il, à la stabilité du marché financier régional de l'UEMOA en facilitant la liquidation et la compensation des transactions boursières.

M. Diouf a passé au peigne fin, les grands pôles d'activités de sa structure, entre autres, l'inscription en compte ; la codification des instruments financiers ; le règlement/livraison des opérations de bourse ; la gestion du fonds de garantie et la gestion des événements sur valeurs/des opérations sur titres. A l'en croire, ces activités découlent



de la mission du DC/BR, notamment la conservation centralisée des valeurs mobilières pour le compte des adhérents ; la gestion du système de règlement et de livraison et la codification des valeurs mobilières (ISIN, CFI, FISN).

Au regard de ces activités, le directeur général du DC/BR a également mentionné l'état d'avancement de certains projets qui participent à la visibilité de l'institution. Il s'agit du projet de digitalisation des opérations sur le marché

primaire (DIGIAPE). Ce projet consiste à la mise en place d'une solution automatisée hébergée par un acteur indépendant pour gérer les processus opérationnels relatifs à la phase de souscription sur le marché primaire.

Le projet d'inscription en compte au « niveau client » vise à conformer le Marché financier régional (MFR) aux meilleures pratiques internationales en termes de transparence, de gestion des risques et de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme.

Le projet de révision du cycle de règlement/livraison consiste quant à lui, à la mise en place d'un plan d'action de réduction du délai de règlement/livraison à l'horizon 2023 et en temps réel à l'horizon 2025 pour se conformer aux exigences de la

Convention de l'UEMOA.

En termes de perspectives, M. Diouf a rappelé la vision et les axes stratégiques du plan d'affaires du DC/BR. Selon lui, la nouvelle vision 2021-2025 vise à « faire du DC/BR, une infrastructure de marché de classe mondiale pour la gestion des titres et le dénouement des transports ». Il s'agit, poursuit-il, d'élargir l'offre de produits et services digitalisés au bénéfice des adhérents du DC/BR ; de renforcer l'environnement opérationnel du DC/BR pour une meilleure connexion aux infrastructures de marché et une gestion optimale des risques ; de renforcer le positionnement international et améliorer la visibilité du DC/BR auprès de l'écosystème financier régional et international et d'améliorer la gouvernance et la gestion du DC/BR.

## OFFICE TOGOLAIS DES RECETTES

## Test écrit pour le recrutement des chauffeurs le 06 juillet

**L'Office Togolais des Recettes (OTR) porte à la connaissance des candidats présélectionnés au recrutement des chauffeurs que le test écrit de sélection aura lieu le samedi 06 juillet 2024 à Lomé au Lycée d'Adidogomé I et au Lycée d'Adidogomé II à partir de 7h 30min pour tous les candidats.**

Les listes de répartition des candidats par salle sont disponibles et peuvent être consultées par les candidats



sur le site internet de l'OTR

www.otr.tg et dans les lieux de dépôts de candidatures (Tsévié, Kpalimé, Atakpamé, Sokodé, Kara et Dapaong).

Les candidats sont invités à se munir de leur carte nationale d'identité, permis de conduire ou passeport en cours de validité le jour du test. Toute

fausse déclaration sur l'un des critères de sélection du présent recrutement constitue une violation des textes en vigueur à l'Office et entraîne de facto, l'élimination du candidat.

## ASSEMBLÉE CONSULAIRE

## CCI-Togo : Les élections ce dimanche 30 juin

**C'est la dernière ligne droite pour les prochaines élections consulaires, visant à renouveler les instances dirigeantes de la Chambre de commerce et d'industrie (CCI-Togo). En effet, les cartes électorales des opérateurs économiques sur les listes sont prêtes, en prévision des élections qui se tiendront dans quatre jours, le dimanche 30 juin prochain.**

Dans un récent communiqué, le président de la Commission

électorale consulaire (CEC), Dindangue KOMINTE, indique aux opérateurs économiques inscrits sur les listes électorales que « leurs cartes d'électeurs sont disponibles au Secrétariat de la CEC sis dans l'enceinte de la Chambre de commerce et d'industrie du Togo (CCI-Togo) et auprès

des Commissions électorales consulaires régionales (CECR) dans les régions. »

Par ailleurs, rappelle-t-on, « l'élection se tiendra le dimanche 30 juin 2024 de 8h 00 à 16h 00, au siège de la Chambre de commerce et d'industrie du Togo (CCI-Togo) à Lomé et

dans les Bureaux de Préfecture aux chefs-lieux de régions. »

Pour rappel, ils sont 277 opérateurs économiques, dûment enregistrés pour voter à ces élections. La campagne électorale, qui a débuté le samedi 15 juin, prendra fin le vendredi 28 juin à minuit.

## ENTREPRISE

# Le Salon de la Relation Client s'annonce le 03 août prochain

A l'initiative de WIDIC Group, la 2ème édition du Salon de la Relation Client se tiendra le 03 août 2024 à Lomé sous le thème « Optimiser l'expérience client, l'humain au cœur de la stratégie ». L'information a été donnée samedi dernier, au cours d'une rencontre avec la presse. L'objectif est d'offrir une opportunité aux entreprises pour perfectionner leurs pratiques et explorer les dernières tendances et innovations dans leur domaine.

Charles YAO

Le Salon de la Relation Client est un événement qui réunit les experts, les professionnels de la relation client et les entreprises de la sous région. L'édition de cette année va mettre en lumière l'importance de l'humain dans l'optimisation de l'expérience client.

Pour Ephrem Yawo Atiah, promoteur de l'événement, « à une époque où la technologie occupe une place centrale, il est essentiel de se rappeler que les relations humaines demeurent le fondement d'une

interaction client réussie. » Le Salon est ouvert aux experts, consultants, entreprises, professionnels, étudiants, fournisseurs de solutions technologiques, investisseurs internationaux, institutions gouvernementales, etc.

### Conditions de participation

400 participants sont attendus à ce salon qui est subordonné à un ticket dont le standard est à 25 000 FCFA, le VIP à 40 000 FCFA et, 15 000 FCFA pour les conseillers et chargés



clientèle. Pour l'édition de cette année, il y aura l'élection du meilleur service client pour récompenser l'entreprise qui offre le meilleur service client au Togo. Des experts venus du Bénin, de la Côte d'Ivoire, du Sénégal et de la France, vont animer des conférences sur plusieurs thèmes.

Les conférences et les ateliers organisés lors du salon sont l'un des points forts de l'événement. Ils permettent aux participants d'approfondir leurs connaissances sur les tendances émergentes, les stratégies gagnantes et les nouvelles approches en matière de relation client. Les experts

du domaine partagent leurs expériences et leurs meilleures pratiques, ce qui peut être une source d'inspiration pour les entreprises en quête d'amélioration de leurs services.

Le Salon de la Relation Client de WIDIC est un événement clé pour les entreprises de la région, fournissant un espace dédié aux échanges, à l'acquisition de connaissances et aux rencontres centrées sur les défis de la relation client.

Il offre aux entreprises l'opportunité de rencontrer des exposants qui proposent des solutions innovantes et des technologies de pointe pour optimiser leur gestion de la relation client. Cela peut inclure des logiciels de CRM, des outils d'analyse de données, des chatbots, des plateformes de communication multicanal, et bien plus encore.

## INVESTISSEMENT

# La BAD et le Fonds de solidarité africain scellent un partenariat stratégique

La Banque africaine de développement et le Fonds de solidarité africain (FSA) ont officiellement signé, le 21 juin 2024 à Abidjan, une lettre d'intention visant à renforcer la collaboration et les synergies entre les deux institutions.

Le partenariat a été scellé par Aida Ngom, directrice du Département du développement du secteur privé, au nom du Groupe de la Banque africaine de développement, et par le directeur général du Fonds, Abdourahmane Diallo, lors de la cérémonie d'ouverture de la 3e session ordinaire du Conseil des gouverneurs du Fonds de solidarité africain.

Ce partenariat stratégique constitue une première étape qui vise à renforcer la collaboration entre la Banque et le Fonds dans le partage de connaissances, et l'assistance technique dans plusieurs domaines en rapport avec la gestion des risques, les structures organisationnelles et de gestion du FSA.

M. Diallo a exprimé sa satisfaction au moment de signer cette lettre d'intention,

symbole, a-t-il dit, d'un partenariat ambitieux et prometteur entre les deux institutions.

Il a souligné l'engagement sans faille de ses équipes dans la réalisation des chantiers en cours, parmi lesquels se distingue une collaboration dynamique pour la mise en œuvre de projets et programmes de la Banque dédiés à la jeunesse, aux femmes et à d'autres publics cibles en Afrique. « Cette démarche reflète l'engagement du Fonds de solidarité africain à promouvoir le développement inclusif et durable sur le continent », a souligné M. Diallo.

« Le Fonds de solidarité africain est une institution stratégique et importante pour le Groupe de la Banque africaine de développement. Nous nous réjouissons de voir



nos deux institutions collaborer plus étroitement grâce à ce partenariat stratégique », a déclaré Mme Ngom.

### A propos du Fonds de solidarité africain (FSA)

Le Fonds de solidarité africain (FSA) est une institution financière multilatérale qui a son siège à Niamey, au Niger. Il est détenu par 21 États membres africains (Bénin, Burkina Faso, Burundi, Cap-Vert, Centrafrique, Comores, Congo, Côte d'Ivoire, Gabon, Gambie, Guinée, Guinée Bissau, Libéria, Mali,

Maurice, Mauritanie, Niger, Rwanda, Sénégal, Tchad et Togo) et la Banque de développement des États de l'Afrique centrale (BDEAC). Le FSA a pour mission de contribuer au développement économique et au progrès social de ses États membres africains en facilitant, à travers ses différentes techniques d'intervention, l'accès aux ressources financières nécessaires à la réalisation des projets d'investissement et autres activités génératrices de revenus. La principale technique d'intervention

du Fonds est la garantie des prêts bancaires destinée au financement des opérations ou projets à caractère industriel, agricole, commercial, d'infrastructures et de services, financièrement et économiquement rentables, réalisés ou à réaliser dans les États membres régionaux.

### A propos du Groupe de la Banque africaine de développement

Le Groupe de la Banque africaine de développement est la première institution multilatérale de financement dédiée au développement de l'Afrique. Elle comprend trois entités distinctes : la Banque africaine de développement, le Fonds africain de développement et le Fonds spécial du Nigeria. La Banque africaine de développement est présente dans 44 pays africains, avec un bureau de représentation extérieure au Japon, et contribue au développement économique et au progrès social de ses 54 États membres régionaux.

COMMUNE DU GOLFE 5

# Kossi Aboka : « Les comptes sont au vert ! »

Les travaux de la 1ère session extraordinaire de l'année 2024 ont été ouverts lundi 24 juin par le maire Kossi Aboka, en présence des conseillers municipaux de la commune du Golfe 5. Au cours de cette session extraordinaire, le maire a annoncé une nette amélioration des finances de l'institution, avec les comptes qui sont désormais au vert.

— Charles YAO

Cette session extraordinaire était consacrée à la présentation, à l'examen et à l'adoption du compte administratif exercice 2023 ainsi qu'à la présentation du compte de gestion exercice 2023. Selon Kossi Aboka, maire de la commune Golfe 5, cet exercice s'inscrit dans le cadre de la réédition des comptes. « Il nous faut la transparence dans la gestion et c'est ça qui amène la confiance entre nous qui gérons la commune et la population que nous administrons. La rigueur

de l'Etat pour les communes a permis à la commune du Golfe 5 de passer d'un compte débiteur à un compte créditeur. Malgré les turbulences financières et l'embargo posé par la rigueur de la loi, la commune du Golfe 5 est sortie du rouge pour aller au vert et c'est le fruit de la rigueur que nous avons imposée. Autrement dit, nous sommes sortis d'un compte débiteur pour un compte créditeur », a déclaré Aboka Kosi, maire du Golfe 5.

« Nous sommes maintenant



crédibles devant les partenaires et devant l'État. Ces derniers peuvent maintenant nous faire confiance, parce que nous avons bien géré l'argent public et tout ce qui est fonds public. L'Etat peut nous accompagner dans les projets de développement que nous avons pour la commune. Les banques peuvent nous faire

confiance, parce que notre compte n'est plus débiteur mais créditeur. Et cela peut aider toute la population de Golfe 5 à faire des projets de développement », a-t-il ajouté.

Les responsables de la commune du Golfe 5 comptent multiplier les projets en faveur de leur commune,

dans la continuité des travaux déjà enclenchés pour le développement. Pour Aboka Kossi, cela ne peut se faire que dans l'ordre, la discipline, la compréhension mutuelle et surtout dans la préservation de l'intérêt général.

« Conscient en effet de la situation, nous avons pris les mesures idoines afin de procéder à la pré-collecte gratuite des ordures ménagères dans notre commune, tout en œuvrant à l'enregistrement des ménages dans nos bases de données. Cette opération qui a démarré le 17 juin dernier devra se poursuivre jusqu'au 30 juin prochain. Nous avons jugé bon que ce soit une condition sine qua non à la réussite de la pré-collecte des ordures avec efficacité et efficience dans les ménages de notre Commune. », a laissé entendre Aboka.

CULTURE

# Sokey Edoth élevé au rang de Chevalier des Arts et des Lettres

Au cours d'une cérémonie émouvante, l'artiste plasticien togolais Sokey Edoth a été décoré de l'insigne de Chevalier des Arts et des Lettres par l'Ambassadeur de France au Togo, Augustin Favereau. L'événement qui s'est tenu en présence de son agent artistique, la commissaire d'exposition Armelle Malvoisin, de nombreuses personnalités politiques, culturelles et du monde des arts, a mis en lumière le parcours exceptionnel et le talent unique de cet artiste de renommée internationale.

— Richard LAWSON-BODY

Lors de son allocution, l'Ambassadeur de France au Togo a retracé le parcours impressionnant de l'artiste Sokey Edoth, soulignant la portée de son œuvre et l'impact de son talent. Il a également annoncé avec fierté l'exposition prochaine de l'artiste au prestigieux Centre Pompidou en France, une nouvelle qui a suscité un vif enthousiasme parmi les invités.

## Un discours inspirant de Sokey Edoth

Dans son discours de remerciement, Sokey Edoth a exprimé sa profonde gratitude et son immense joie de recevoir cette distinction. Il a partagé son parcours, marqué par la passion, l'authenticité et le désir de transmettre une vision unique du monde à travers

l'art. Selon lui, « l'art est un langage universel qui transcende les frontières, unit les cultures et éveille les consciences ». Il a dédié cette reconnaissance à tous les artistes qui, comme lui, s'efforcent d'enrichir le monde par leur créativité et leur vision.

Sokey Edoth a également exprimé sa gratitude envers ceux qui ont soutenu son parcours artistique, notamment sa famille, ses amis, ses collègues et tous ceux qui ont collaboré avec lui au fil des années. Il a rendu un hommage particulier à la France pour son engagement continu à promouvoir les arts et la culture à travers le monde.

Sokey Edoth a conclu son discours en soulignant l'importance de l'art comme



vecteur de dialogue et de compréhension entre les peuples. Il a rappelé que l'art a le pouvoir de changer les cœurs et les esprits, et qu'il est essentiel de le soutenir et de le célébrer. Il a remercié l'Ambassadeur Augustin Favereau pour cette distinction et a exprimé son souhait de voir l'amitié entre les peuples continuer de prospérer à travers l'art.

## Une année prolifique

Cette année a été particulièrement prolifique pour Sokey Edoth grâce à son agent artistique, la commissaire d'exposition Armelle Malvoisin. Il a eu l'opportunité d'exposer ses œuvres dans deux galeries

françaises à Paris, notamment la galerie Christophe Person et la 193 Gallery qui ont vendu ses créations à des fondations en Europe et sur le continent africain. Ces succès renforcent encore sa stature d'artiste de premier plan sur la scène internationale.

Cette décoration de Chevalier des Arts et des Lettres est une reconnaissance méritée du talent et de la contribution significative de Sokey Edoth à l'art contemporain. Elle marque également un jalon important dans sa carrière et promet de nouvelles perspectives passionnantes pour cet artiste exceptionnel.

En célébrant Sokey Edoth, c'est toute la richesse et

la diversité de la culture togolaise qui sont mises en lumière, renforçant ainsi les liens culturels entre le Togo et la France.



Récépissé No 0546/31/05/16/  
HAAC

Djidjolié - Batomé, von après  
Maison Suzanne AHO, en face  
de l'église EAC-TOGO  
Tél : 90 03 83 30 / 98 01 82 02  
www.lanouvelletribune.net

Directeur de la Publication  
Elom K. ATTISSOGBE  
Tél : (+228) 91 90 48 04 /  
98 01 82 02

Rédacteur en chef  
Nicolas EDORH

Rédaction  
Elom ATTISSOGBE  
Nicolas EDORH  
Béatrice AGBODJINO

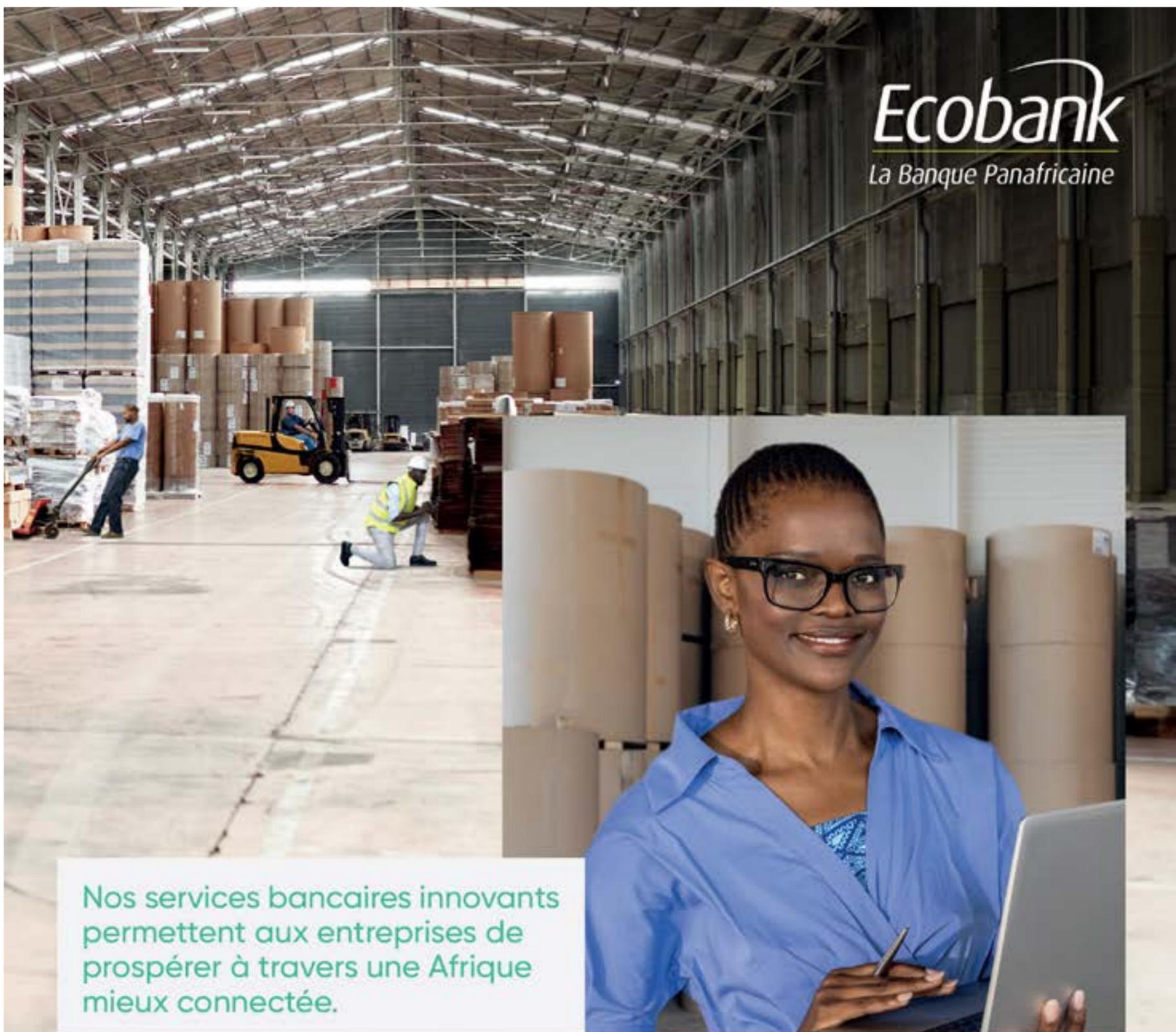
Infographie  
La Nouvelle Tribune

Impression  
SDR

Tirage  
2.500 exemplaires



*Ecobank*  
La Banque Panafricaine



Nos services bancaires innovants permettent aux entreprises de prospérer à travers une Afrique mieux connectée.

**UN MEILLEUR CHOIX**

**POUR UN AVENIR MEILLEUR**

Rendez-vous sur [ecobank.com/unmeilleurchoix](https://ecobank.com/unmeilleurchoix)

**UN MEILLEUR CHOIX  
POUR UNE AFRIQUE MEILLEURE**